



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

19 AVR. 2013

PREFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. : DiPP/3 – Biepe - CD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure le Parc  
zoologique municipal de Lille pour son établissement  
situé à LILLE.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 1996 autorisant l'ouverture du parc zoologique municipal à LILLE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2004 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 28 mars 2013 duquel il ressort que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ne sont pas observées par l'exploitant ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de mettre en demeure l'exploitant de régulariser les non conformités relevées afin d'assurer la sécurité du public et des animaux et la protection de la ressource en eau ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> - Le PARC ZOOLOGIQUE DE LILLE, avenue Mathias Delobel 59800 LILLE, est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

- faire exercer la surveillance des animaux par un agent titulaire d'un certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux non domestiques prévu par l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;
- déclarer les modifications apportées aux installations exploitées prévu par l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé et dans les conditions prévues par l'article R512-31 du code de l'environnement. Cette déclaration devra également joindre des plans des installations et des canalisations exploitées ;
- mettre à jour le règlement de service, le plan de secours (prévus par les articles 2 et 3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé) et les procédures écrites qui fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses (prévu par l'article 24 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004) ;
- déclarer sans délai toute évasion d'un animal à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les conditions prévues aux articles 9 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 et R512-67 du code de l'environnement ;
- constituer et maintenir un registre des accidents prévu par l'article 13 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;
- traiter les eaux résiduaires rejetées dans les conditions des articles 31 et 32 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

L'exploitant dispose d'un délai de 5 mois à compter de la date de notification de ce présent arrêté pour respecter ces dispositions.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de LILLE ,

- à la directrice de la protection des populations du Nord, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le

11 9 AVR 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général adjoint

Eric AZOULAY

